



Presse

10 rue de Solférino  
75333 Paris Cedex 07  
Tél : 01 45 56 77 26  
Fax : 01 45 56 78 74

Parti Socialiste

[www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

[presse@parti-socialiste.fr](mailto:presse@parti-socialiste.fr)

Le 15 juin 2009

**Communiqué de Marisol TOURAINE  
Secrétaire nationale à la santé et à la sécurité sociale  
et Charlotte BRUN**

**Secrétaire nationale aux personnes handicapées, aux personnes âgées et dépendantes**

***Il ne faut pas prendre prétexte des déficits sociaux pour imposer un nouveau tour de vis social***

Le gouvernement vient de reconnaître que le déficit de la sécurité sociale devrait être supérieur à 20 milliards pour l'année 2009. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009, adoptée en novembre, était fondée sur une perspective de moins de 10 milliards, malgré les mises en garde des parlementaires socialistes. Le Gouvernement montre à nouveau son incapacité à anticiper les effets de la crise et à dire la vérité.

Ce dérapage résulte essentiellement d'une crise de recettes. L'envolée du chômage (+ 300 000 chômeurs depuis le début de l'année) et du chômage partiel provoquera, pour la première fois depuis 1945, une érosion de la masse salariale globale (entre - 1% et -2 %). Cette contre-performance explique largement le doublement du déficit. Un point de masse salariale globale correspond à environ 2 milliards de recettes par la Sécurité sociale.

Dans ce contexte, les pistes évoquées par le ministre du travail, sur le report de l'âge légal de la retraite, sont préoccupantes. La priorité doit être d'augmenter le taux d'emploi des plus de 55 ans dans notre pays, ainsi que celui des jeunes. Le taux d'activité des plus de 55 ans reste inférieur à 40 % et ces salariés constituent actuellement les premières cibles des plans sociaux et des licenciements économiques. L'inaction gouvernementale en particulier vis-à-vis du chômage des jeunes est coupable.

Le Parti socialiste attend par ailleurs que des mesures fortes soient enfin annoncées pour prendre en compte la pénibilité, sans lesquelles il ne peut y avoir de réforme juste des retraites, compte tenu des inégalités persistantes d'espérance de vie selon les catégories socio-professionnelles.

Le Parti socialiste demande que tous les Français contribuent à la solidarité sociale dans notre pays, ce qui implique la remise en cause du bouclier fiscal, en vertu duquel les plus riches sont exonérés de contributions sociales.